

Conjoncture à début juin 2026

Le logement neuf reste à bas niveau. De fait, en rythme annuel, la tendance 2026 s'affiche à 321 000 logements commencés, 35 000 unités en-deçà de la moyenne des quarante dernières années, malgré un rebond de 37,3 % en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026. De plus, les autorisations se tassent sur la même période, à +13,4 %, le collectif se trouvant pénalisé par un très mauvais mois d'avril (-30,1 % sur un an). Par ailleurs, l'amont de la filière se fragilise dangereusement : les ventes atterrissent dans le diffus, à seulement +5,8 % en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026, alors que les commercialisations des promoteurs, déjà à bas niveau, poursuivent leur baisse, à -1,8 % entre les premiers trimestres 2025 et 2026.

Le non résidentiel neuf s'avère toujours à la traîne. Certes, entre les premiers quadrimestres 2025 et 2026, les surfaces commencées progressent un peu (+3,9 %), principalement grâce aux bâtiments administratifs (+27,3 %). Mais là encore, en rythme annuel, la tendance pour l'année ressort au bas niveau de 21,8 millions de m² commencés. De plus, les surfaces autorisées reculent de 4,4 %, aspirées vers le bas par les locaux administratifs qui plongent de 18,8 % suite aux élections municipales. Comme craint, la dégradation de l'amélioration-entretien s'amplifie. De fait, entre les premiers trimestres 2025 et 2026, le volume d'activité recule de 2,6 %, le logement et le non résidentiel s'affichant respectivement à -2,8 % et -1,8 %. La rénovation énergétique se porte encore plus mal, avec un recul d'ensemble de 3,4 %, du fait du logement qui ploie de 4,1 %, alors que le non résidentiel se stabilise.

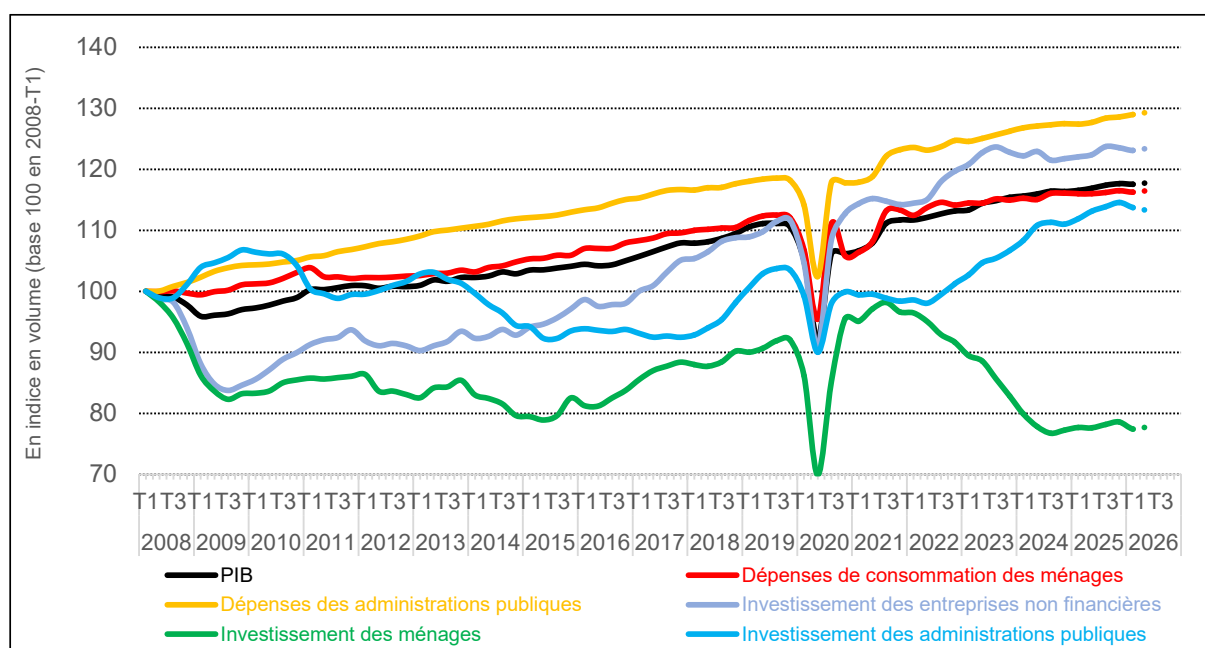
Pour le treizième trimestre consécutif, l'emploi salarié dans le bâtiment enregistre un repli. Ainsi, entre les premiers trimestres 2025 et 2026, l'emploi, salariés, intérimaires ETP et artisans non salariés confondus, abandonne 0,6 % avec un peu plus de 10 000 postes perdus. Depuis le premier trimestre 2023, le recul s'établit à 53 000 postes. En avril, les hausses des prix sortie d'usine des matériaux s'avéraient encore contenues, hormis pour le PVC ou les bitumineux, mais se diffusaient. Les trésoreries des entreprises de bâtiment de plus de dix salariés se replient un peu sur un trimestre, d'autant que les délais de paiement de la clientèle publique restent à des niveaux élevés. Il en va de même du taux de marge opérationnelle dans la construction qui abandonne 0,6 point de pourcentage. Enfin, les défaillances du secteur, toujours à niveau élevé, se replient d'un petit 3 % en glissement annuel sur cinq mois à fin mai 2026.

1. Le contexte macroéconomique et macrofinancier

Sur le premier trimestre 2026, le PIB français enregistre un score décevant, avec un repli de 0,1 % à prix constants (cf. graphique 1). De fait, toutes ses composantes ou presque fléchissent. C'est notamment le cas de l'investissement qui enregistre une baisse de 0,6 % en volume, ce mouvement étant partagé par tous les agents économiques (entreprises, ménages et administrations publiques, à respectivement -0,4 %, -1,5 % et -0,7 %). Plus en détail, l'investissement en construction se contracte de 1,7 %, pénalisé par les composantes ménages (-2,2 %) et entreprises (-1,8 %).

Sur l'ensemble de l'année 2026, le consensus de place, revu à la baisse, table sur une croissance de 0,6 % à 0,7 %.

Graphique 1 – Le PIB et ses composantes

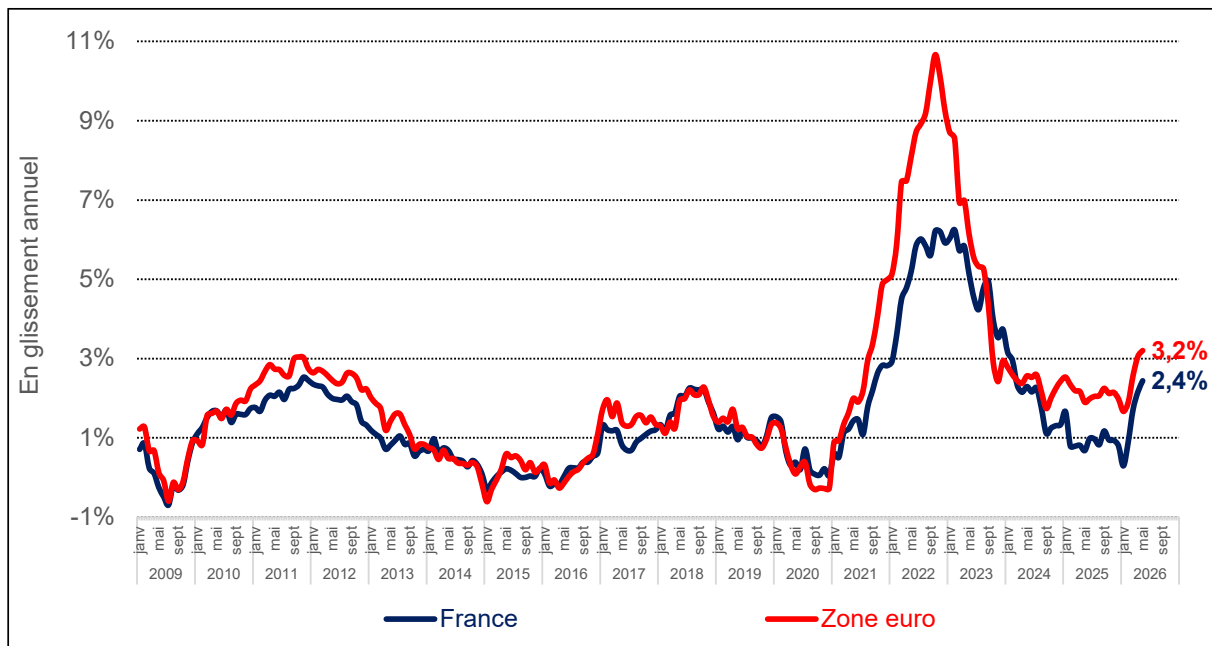


Source : calculs FFB d'après Insee

Consécutivement au déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, l'inflation se redresse franchement depuis mars pour s'afficher en mai à 2,4 % sur un an (cf. graphique 2), tirée par la forte remontée des prix de l'énergie qui progressent de 16,6 %, après déjà respectivement +14,3 % et +7,4 % un et deux mois plus tôt. En revanche, pour l'heure, ceux des services (+2,1 %), de l'alimentation (+1,1 %) et des produits manufacturés (-0,6 %) évoluent peu.

À noter que, dans la zone euro, l'inflation dépasse clairement 2 % depuis mars, ce qui explique la première hausse de 0,25 point du principal taux directeur de la BCE, dont le seul mandat consiste à « maintenir la stabilité des prix », traduit en « cible d'inflation de 2 % sur le moyen terme ».

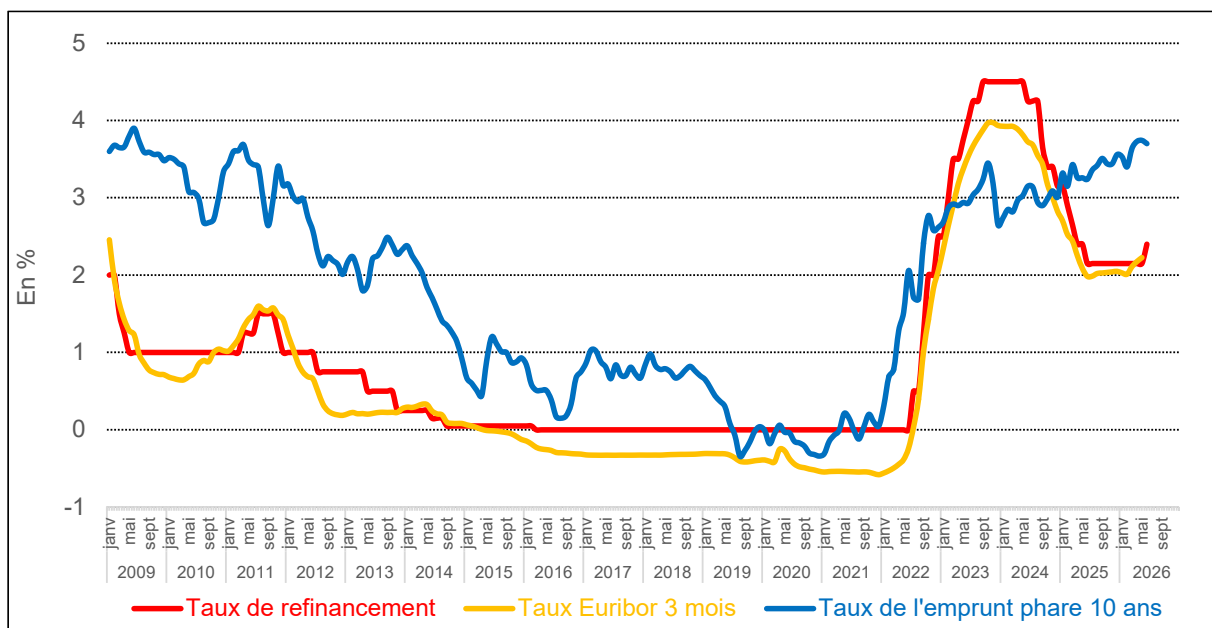
Graphique 2 – Taux d'inflation



Source : Insee

De plus, les taux d'obligation d'État à dix ans progressent depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient (cf. graphique 3). Ainsi, le taux pour la France affiche, en moyenne mensuelle, une hausse de 33 points de base (pdb) entre février et avril, pour s'établir à 3,73 %. Néanmoins, il s'érode depuis (3,70 % sur les trois premières semaines de juin). À noter que le taux du Livret A s'établit à 1,5 % depuis février avant une probable hausse en août compte tenu de la résurgence de l'inflation.

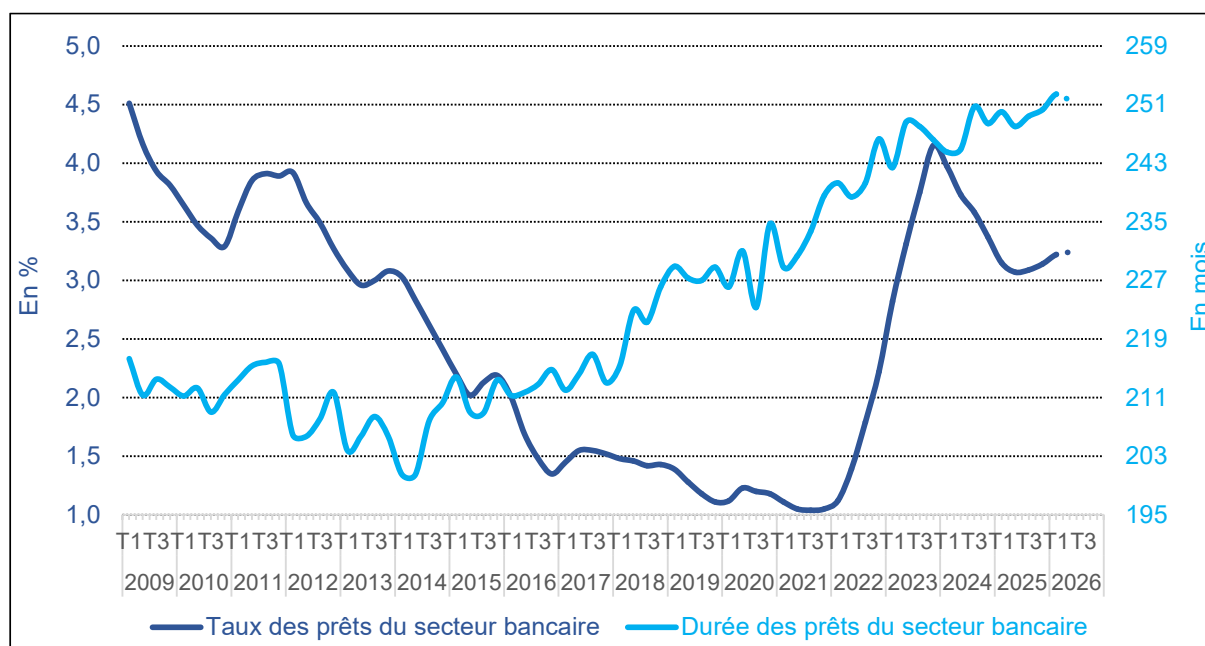
Graphique 3 – Taux d'intérêt



Source : Banques nationales

L'impact sur les taux des crédits immobiliers aux particuliers commence à se faire ressentir, conduisant à une éviction des ménages les plus modestes. La structure du marché se déforme ainsi, masquant une hausse plus importante qui n'y paraît, avec un niveau de 3,24 % en moyenne sur les mois d'avril et de mai, hors assurance et coût des sûretés (cf. graphique 4). Quant à la durée moyenne des prêts à l'origine, elle se maintient à haut niveau de 251,5 mois sur la même période.

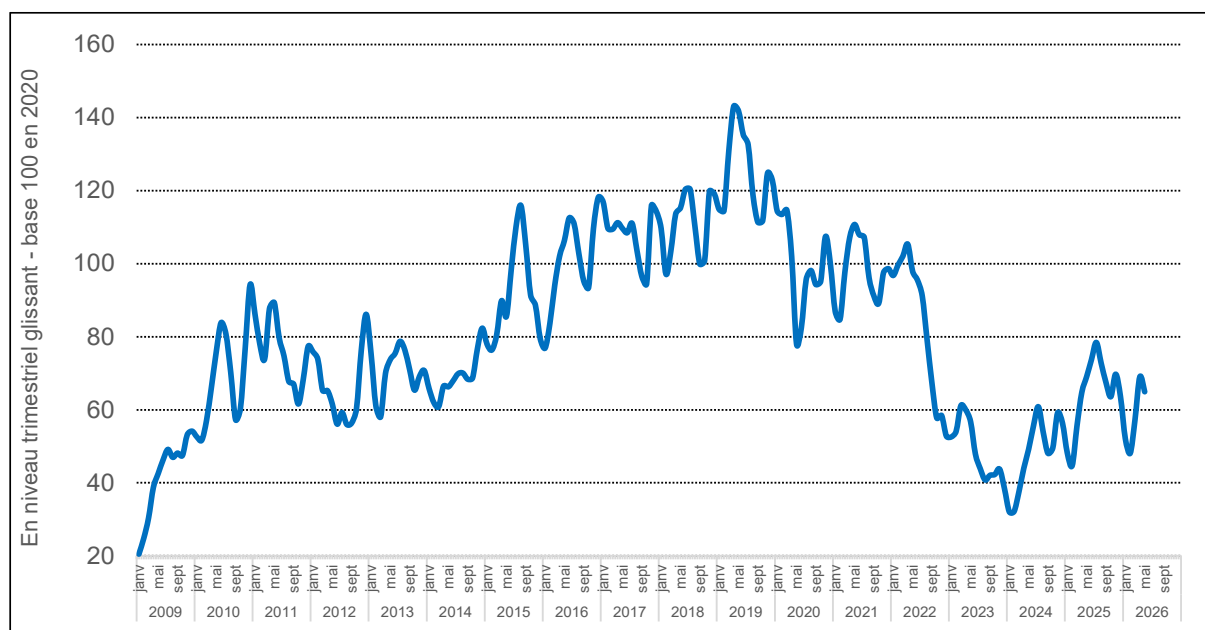
Graphique 4 – Taux et durées des crédits immobiliers accordés aux particuliers



Source : Observatoire Crédit Logement/CSA du financement des marchés résidentiels

Autre témoignage du durcissement du marché du crédit, l'activité y amorce un repli, de 6,5 % en glissement annuel sur trois mois à fin mai 2026. Le neuf enregistre -6,0 % (cf. graphique 5).

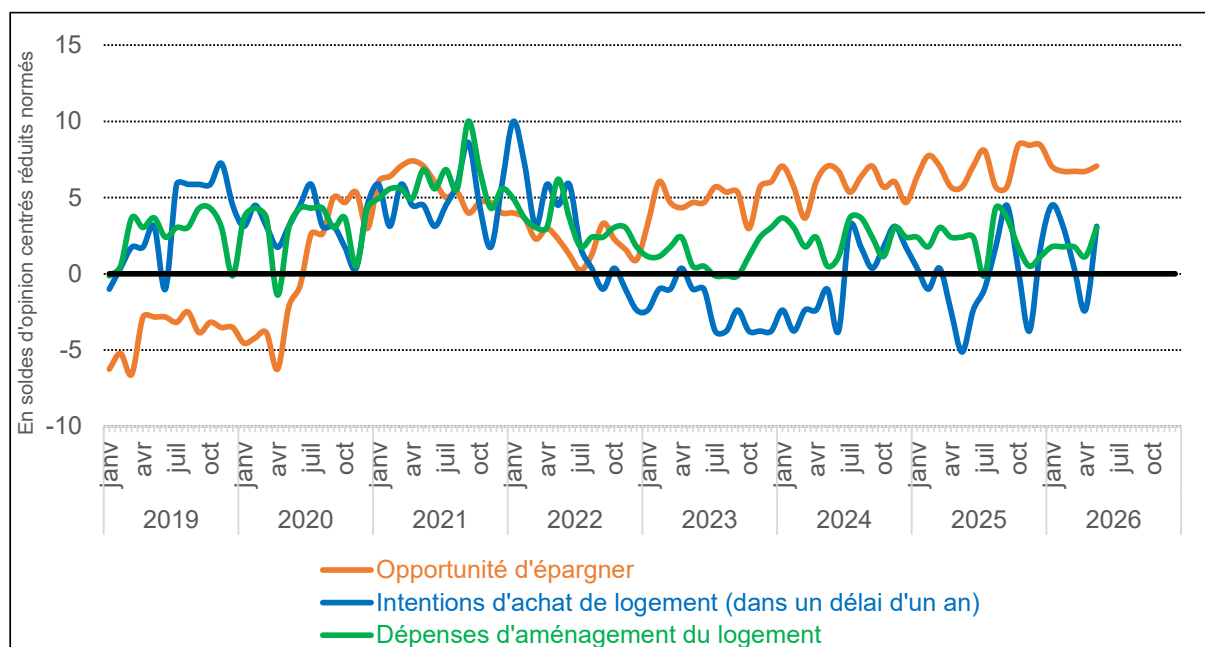
Graphique 5 – Production de crédit immobilier dans le logement neuf



Source : Observatoire Crédit Logement/CSA du financement des marchés résidentiels

Quant aux intentions d'achat de logement à un an, elles révèlent une hésitation des ménages depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient : d'abord en repli, elles remontent assez étonnamment à fin mai (cf. graphique 6) pour rebasculer en territoire positif.

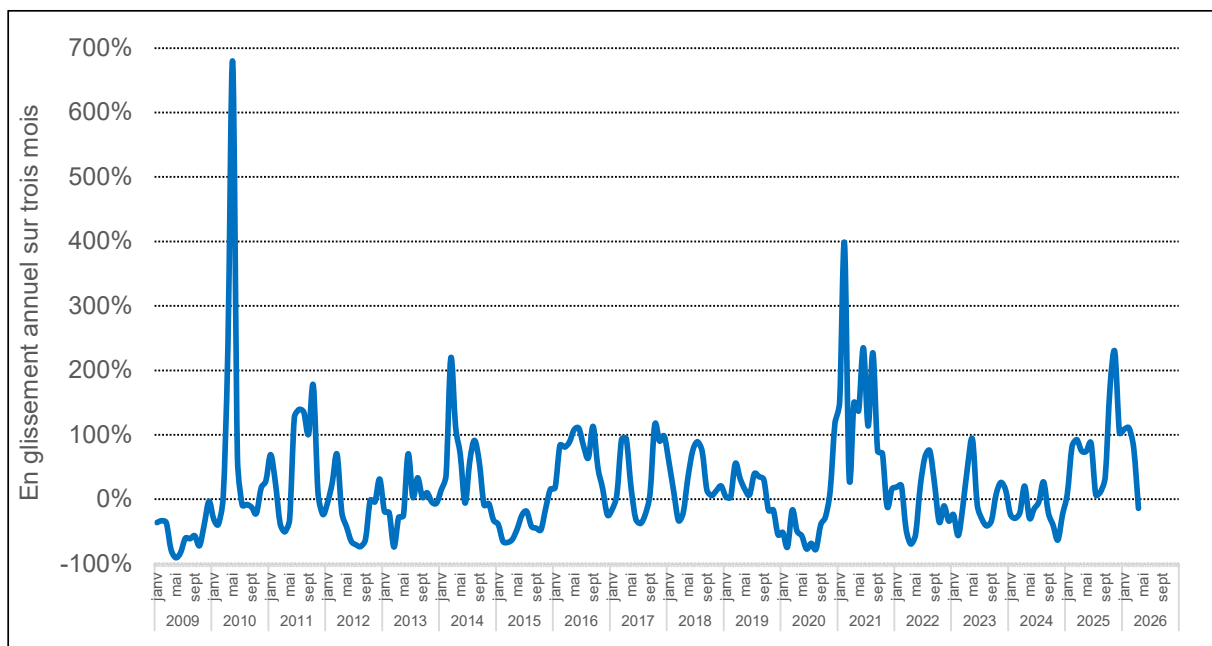
Graphique 6 – Perspectives de dépenses en immobilier des ménages



Source : calculs FFB d'après Insee

Par ailleurs, le flux de crédit d'investissement immobilier aux sociétés non financières tombe en territoire fortement négatif, avec -14,0 % en glissement annuel sur trois mois à fin avril 2026 (cf. graphique 7).

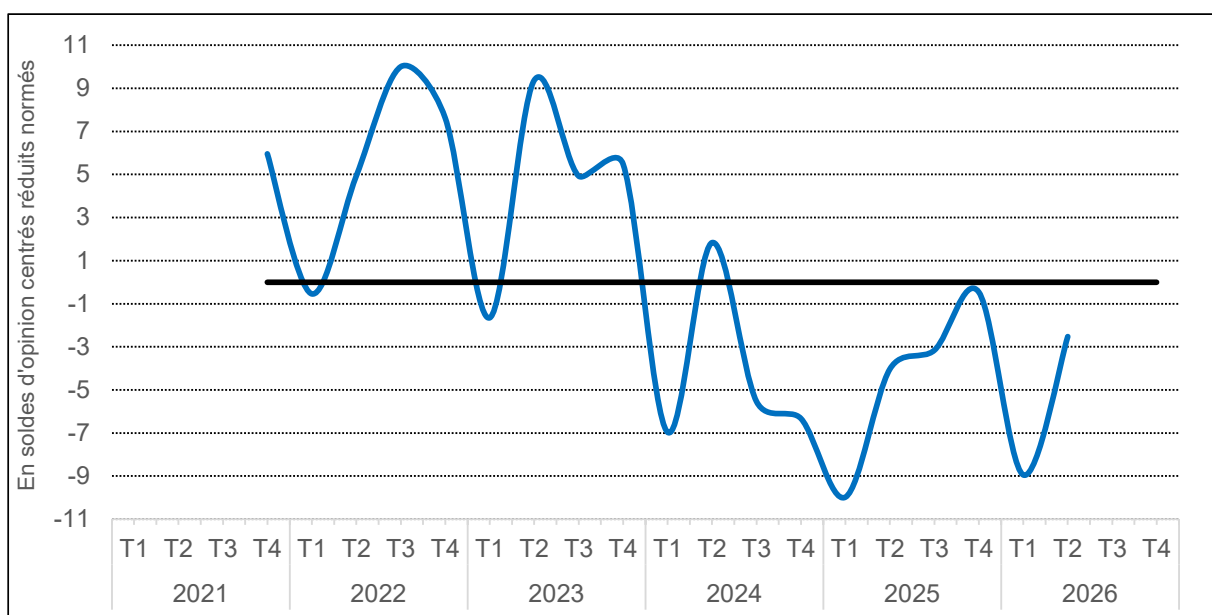
Graphique 7 – Flux de crédit d'investissement immobilier aux sociétés non financières



Source : Banque de France

Bien que les perspectives d'investissement à trois mois dans l'industrie manufacturière restaient négatives, elles ressortaient moins dégradées au début du deuxième trimestre (cf. graphique 8). De plus, les industriels semblaient un peu plus optimistes pour l'ensemble de l'année, avec des intentions d'investir qui ressortent légèrement positives (cf. graphique 9).

Graphique 8 – Opinions des chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière sur leurs perspectives d'investissement à trois mois

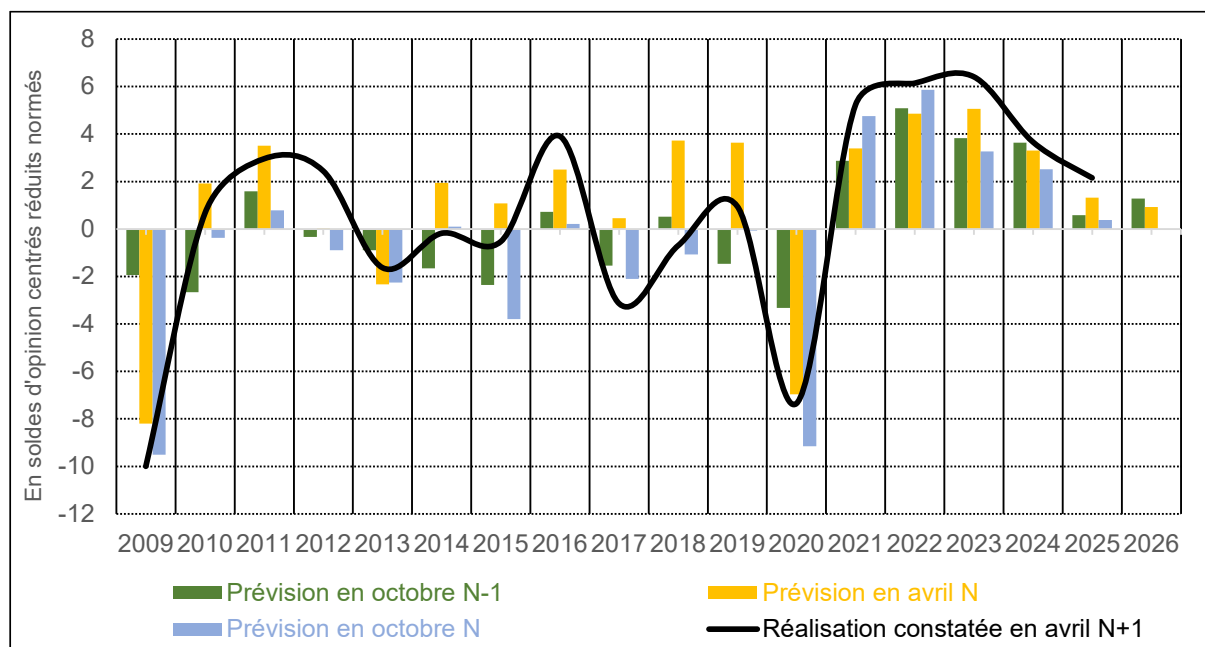


Source : calculs FFB d'après Insee

Le bâtiment en tirerait profit, avec une petite augmentation de 0,5 point de la part consacrée à l'extension des capacités de production. Toutefois, il convient de rester prudent à ce stade, la

réalisation effective 2025 ayant été plus faible que celle prévue à la même période il y a un an et la crise dans le Golfe persique pouvant modifier profondément la donne.

Graphique 9 – Opinions des chefs d’entreprise de l’industrie manufacturière sur leurs perspectives annuelles d’investissement



Source : calculs FFB d'après Insee

2. Les marchés du bâtiment

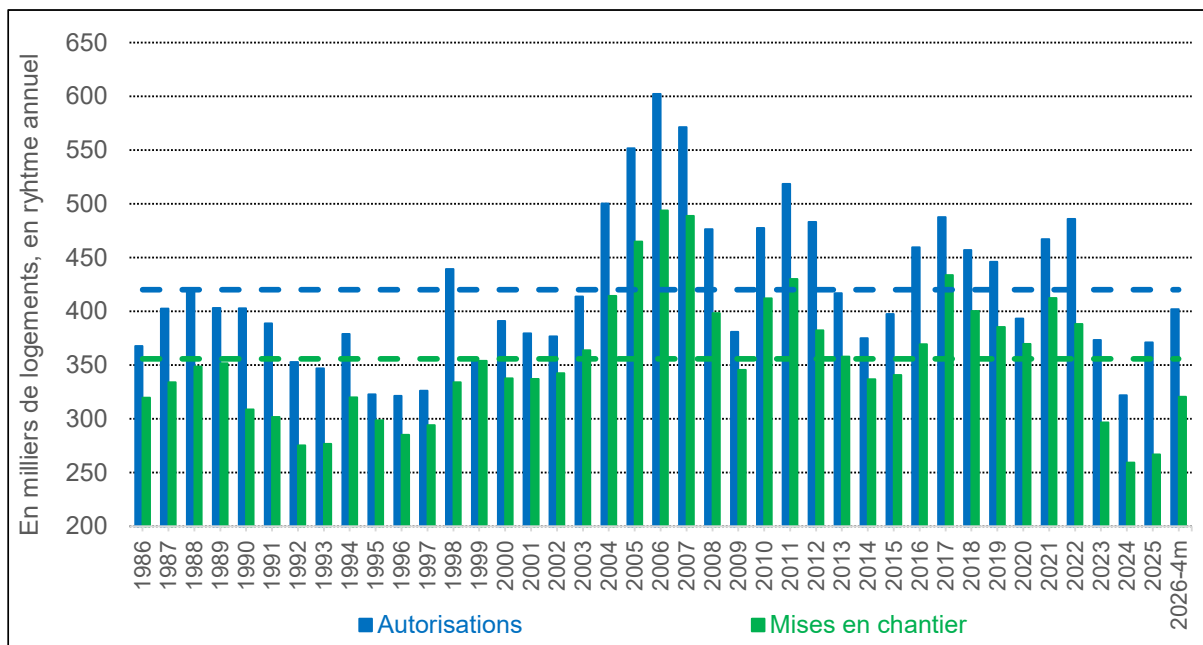
2.1 Le logement neuf

2.1.1 La construction

Le logement neuf reste à très bas niveau. De fait, le rythme annuel cvs s'affiche à 321 000 logements commencés (cf. graphique 10), 35 000 unités en-deçà de la moyenne des quarante dernières années et loin des 420 000 logements nécessaires sur la période 2026-2035 pour répondre aux besoins, tel qu'estimé par la FFB sur la base des scénarios du SDES.

Le rebond de 37,3 % des mises en chantier en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026 (cf. tableau 1) ne modifie donc pas fondamentalement la situation.

Graphique 10 – **Autorisations et mises en chantier de logements** (en date réelle estimée)



Source : Commissariat général au développement durable (CGDD)/Service de la donnée et des études statistiques (SDES), Sitadel3

Tableau 1 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **du logement neuf**¹

	Individuel	Collectif	Ensemble
<i>Sur trois mois (fév. 2026 → avr. 2026 / fév. 2025 → avr. 2025)</i>			
Autorisations	+23,1 %	+7,7 %	+13,3 %
Mises en chantier	+40,7 %	+43,9 %	+42,6 %
<i>Sur quatre mois (jan. 2026 → avr. 2026 / jan. 2025 → avr. 2025)</i>			
Autorisations	+21,6 %	+8,4 %	+13,4 %
Mises en chantier	+36,2 %	+38,1 %	+37,3 %
<i>Sur six mois (nov. 2025 → avr. 2026 / nov. 2024 → avr. 2025)</i>			
Autorisations	+20,7 %	+8,2 %	+12,9 %
Mises en chantier	+30,6 %	+27,6 %	+28,6 %
<i>Sur neuf mois (août 2025 → avr. 2026 / août 2024 → avr. 2025)</i>			
Autorisations	+18,2 %	+12,7 %	+14,7 %
Mises en chantier	+23,8 %	+21,0 %	+22,0 %
<i>Sur un an (mai 2025 → avr. 2026 / mai 2024 → avr. 2025)</i>			
Autorisations	+16,8 %	+16,4 %	+16,6 %
Mises en chantier	+17,5 %	+14,1 %	+15,4 %

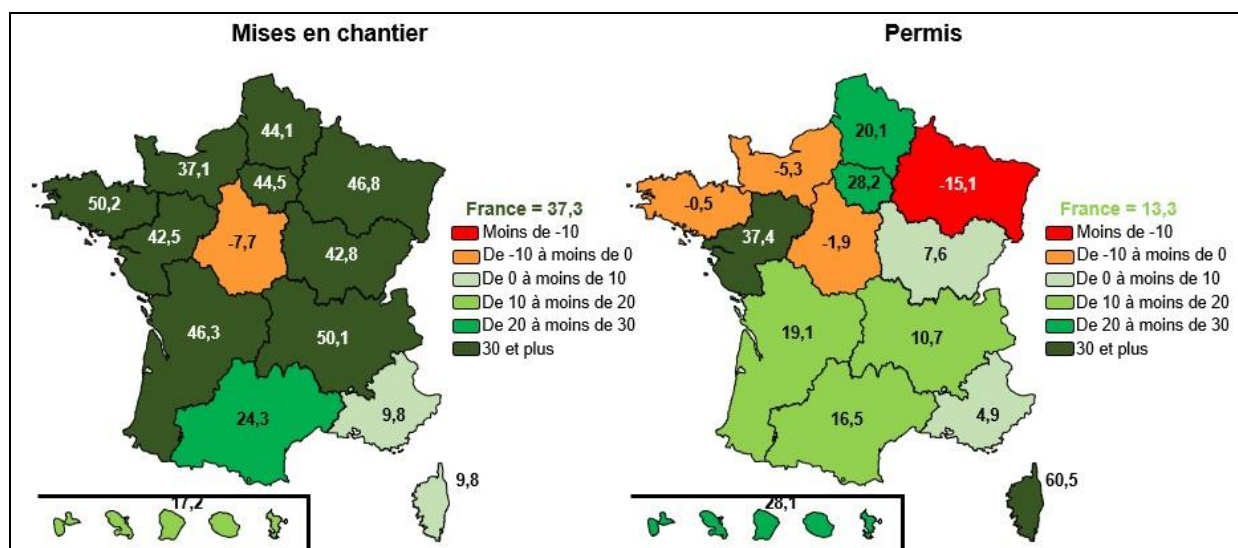
Source : FFB d'après CGDD/SDES, Sitadel3

¹ En nombre de logements en date réelle estimée (DRE), y compris construction sur existant, pour la France entière.

Toujours en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026, les permis se tassent, à +13,4 %, pénalisés dans le collectif par un très mauvais mois d'avril (-30,1 %).

La progression nationale relevée sur les mises en chantier de logements se diffuse sur tout le territoire, excepté Bourgogne-Franche-Comté (cf. carte 1a). C'est moins le cas concernant les permis pour lesquels une partie de la moitié Nord ressort en territoire négatif (cf. carte 1b).

Cartes 1a et 1b – **Évolutions régionales (en %) des mises en chantier et autorisations de logements en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026**



Source : CGDD/SDES, Sitadel3

2.1.2 L'amont de la filière

Après -6,6 % en 2025, les ventes de logements des promoteurs, y compris en bloc, continuent de se replier, de 1,8 % en glissement annuel sur le premier trimestre 2026 (cf. tableau 2).

Plus précisément, les ventes à particuliers se maintiennent quasiment (+0,5 %) à leur plus bas historique entre les premiers trimestres 2025 et 2026, avec moins de 15 000 logements commercialisés. Le premier trimestre ressort à si faible niveau pour la troisième année consécutive. Les données de la FPI sur le même champ ressortent sensiblement plus pessimistes, avec -10,8 %, du fait de la chute des ventes à accédants (-18,2 %), alors que celles à investisseurs, partant d'un niveau historiquement faible, se redressent (+22,8 %) notamment sous l'effet du dispositif « Jeanbrun » qui commencerait à porter ses fruits.

Par ailleurs, le ratio d'annulations des ventes à particuliers calculé sur quatre trimestres reste stable à 0,16, proche de la moyenne observée depuis l'origine de cette série en 2017 (0,15). Toutefois, le taux de retraits d'opérations immobilières (commercialisation suspendue ou arrêtée définitivement) analysé par la FPI progresse pour le troisième trimestre consécutif et s'affiche au niveau assez élevé de 24 %.

Quant aux ventes à institutionnels, elles reculent de 5,8 % en glissement annuel sur le premier trimestre 2026, soit au même rythme qu'en 2025 (-6,5 %). En détail, celles signées avec des bailleurs sociaux, qui pèsent pour plus des quatre-cinquièmes, ne baissent plus que de 1,7 % après -12,8 % en 2025, alors que celles destinées aux autres institutionnels s'infléchissent fortement, à -24,5 %, après l'envolée de 31,7 % relevée l'année dernière.

Tableau 2 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **de la promotion immobilière** (hors construction sur existant)

	Ventes	dont au détail	dont en bloc	Mises en vente ²
Sur un trimestre (2026 T1 / 2025 T1)	-1,8 %	+0,5 %	-5,8 %	-30,7 %
Sur deux trimestres (2025 T4 → 2026 T1 / 2024 T4 → 2025 T1)	-5,5 %	-6,7 %	-4,4 %	-16,9 %
Sur trois trimestres (2025 T3 → 2026 T1 / 2024 T3 → 2025 T1)	-3,8 %	-7,1 %	-0,3 %	-2,6 %
Sur quatre trimestres (2025 T2 → 2026 T1 / 2024 T2 → 2025 T1)	-5,8 %	-6,4 %	-5,2 %	+5,4 %

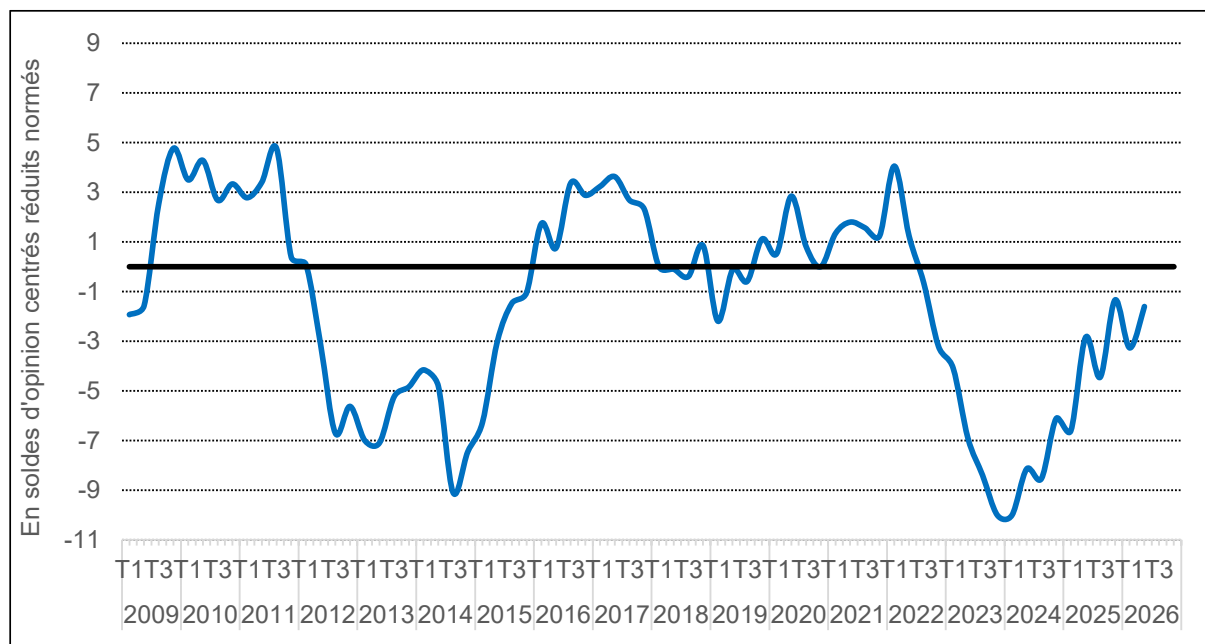
Source : CGDD/SDES, Enquête sur la commercialisation des logement neufs (ECLN)

Côté offre nouvelle, en glissement annuel sur le premier trimestre 2026, les mises en vente aux particuliers s'effondrent de 30,7 %, définissant un nouveau plus bas historique pour un premier trimestre, avec à peine 11 000 unités.

Selon les promoteurs interrogés en avril par l'Insee, les perspectives de mises en chantier s'amélioreraient mais restaient un peu dégradées à l'horizon de l'été, s'affichant 1,6 point en-deçà de leur moyenne de long terme (cf. graphique 11).

² Aux seuls particuliers.

Graphique 11 – Perspectives de mises en chantier exprimées par les promoteurs



Source : calculs FFB d'après Insee

Quant à la part de ceux qui envisageaient de mettre à l'étude de nouveaux programmes immobiliers, elle se maintenait à 54 %, près de 9 points en-deçà de la moyenne relevée depuis le début des années 90.

Quant aux ventes des constructeurs de maisons individuelles, elles poursuivent leur net tassement, à +5,8 % en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026, avec même un repli de 3,7 % sur le seul mois d'avril. Leur niveau, en cumul sur douze mois, reste donc faible, à 69 100 unités, près de 50 000 unités de moins que la moyenne relevée sur les vingt dernières années (cf. graphique 12).

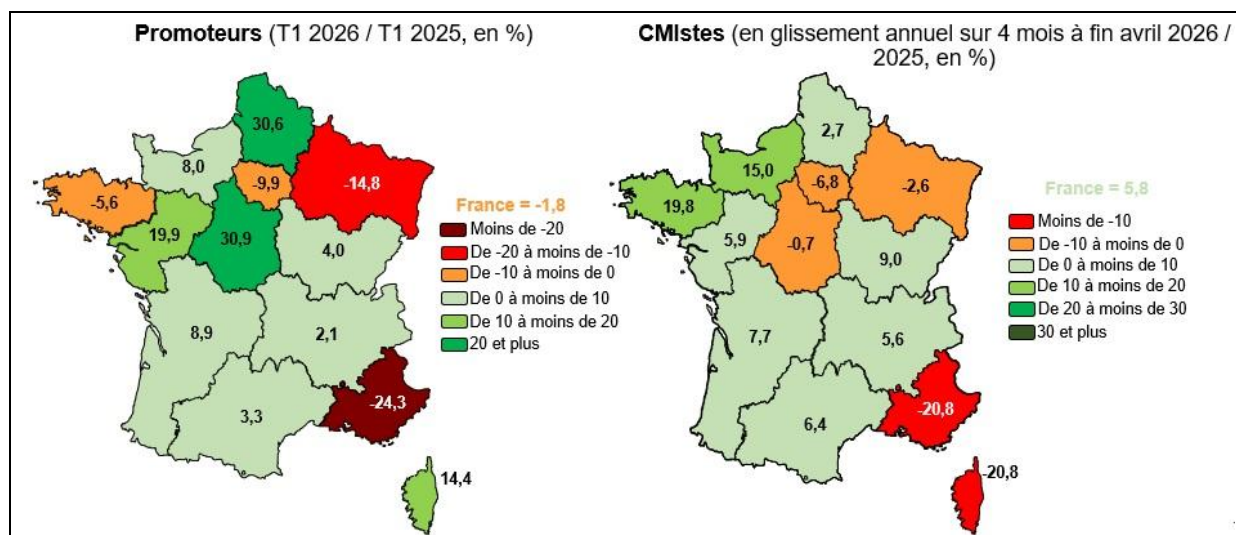
Graphique 12 – **Ventes de maisons individuelles en secteur diffus** (en cumul sur douze mois à fin avril)



Source : calculs FFB d'après Caron Marketing, Markemétron

Entre les premiers trimestres 2025 et 2026, les ventes des promoteurs progressent dans environ deux-tiers des régions (cf. carte 2a). On constate néanmoins des reculs en Bretagne (-5,6 %) et Île-de-France (-9,9 %).

Cartes 2a et 2b – **Évolutions régionales (en %) des ventes de logements neufs**



Source : CGDD/SDES, ECLN ; FFB à partir de Caron Marketing, Markemétron

Dans l'individuel diffus, en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026, une large majorité de régions ressort encore en territoire positif (cf. carte 2b). Toutefois, le Centre-Val de Loire (-0,7 %), Grand Est (-2,6 %), l'Île-de-France (-6,8 %), mais surtout PACA et la Corse (-20,8 % chacune) échappent à ce mouvement.

2.2 Le non résidentiel neuf³

Le non résidentiel neuf reste à la traîne. Certes, entre les premiers quadrimestres 2025 et 2026, les surfaces commencées progressent un peu, de 3,9 % précisément (cf. tableau 3), mais cela les laisse à très bas niveau (21,8 millions de m² en rythme annuel cvs sur quatre mois, cf. graphique 13). Les bâtiments administratifs expliquent au premier chef le mouvement (+27,3 %), devant les commerces (+10,7 %), alors que les bureaux et les hébergements hôteliers se stabilisent, d'une part, que les bâtiments industriels et assimilés (-4,9 %), ainsi que les locaux agricoles (-6,4 %) reculent, d'autre part.

Tableau 3 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **du non résidentiel neuf**⁴

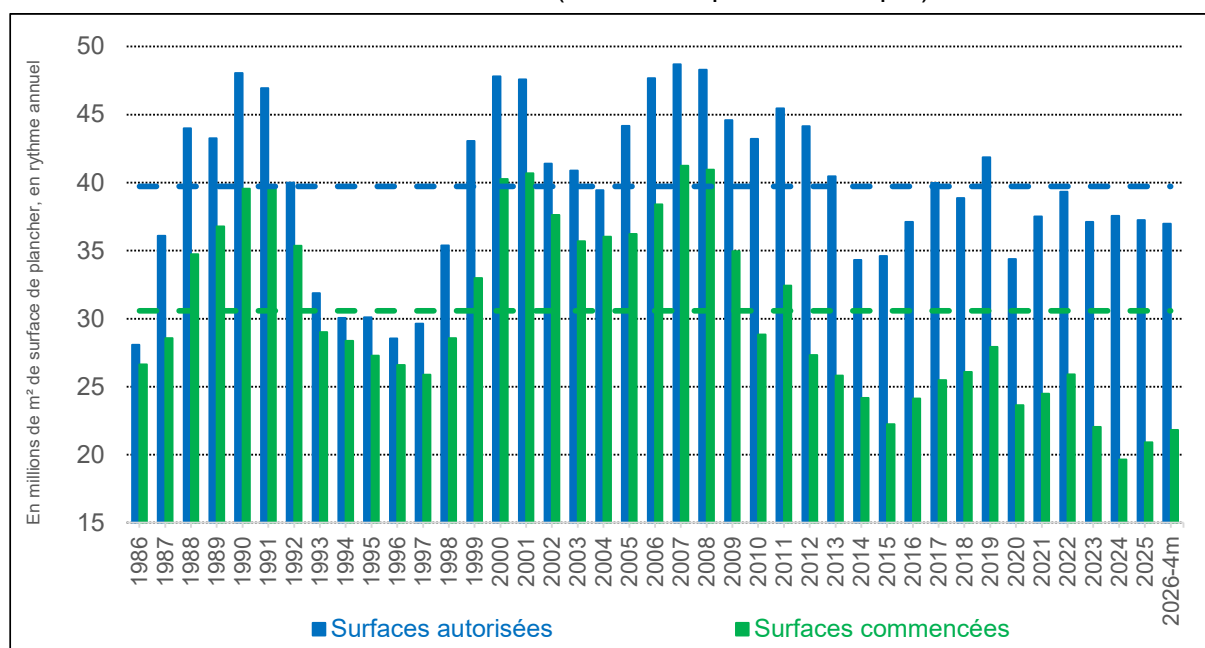
	Hôtels	Locaux agricoles	Locaux industriels	Bureaux	Commerces	Locaux administratifs	Total
<i>Sur trois mois (fév. 2026 → avr. 2026 / fév. 2025 → avr. 2025)</i>							
Autorisations	-36,5 %	+6,8 %	+3,8 %	+1,5 %	+21,2%	-16,8 %	+2,1 %
Mises en chantier	+23,1%	-7,4 %	+4,0 %	+10,0%	+11,4%	+29,1 %	+8,8 %
<i>Sur quatre mois (jan. 2026 → avr. 2026 / jan. 2025 → avr. 2025)</i>							
Autorisations	-36,9 %	-0,5 %	-6,1 %	-2,9 %	+15,4%	-18,8 %	-4,4 %
Mises en chantier	+0,5 %	-6,4 %	-4,9 %	+0,5 %	+10,7%	+27,3 %	+3,9 %
<i>Sur six mois (nov. 2025 → avr. 2026 / nov. 2024 → avr. 2025)</i>							
Autorisations	-6,9 %	+1,3 %	-21,3 %	-5,0 %	+12,8%	-8,6 %	-7,9 %
Mises en chantier	+5,7 %	+3,7 %	+2,0 %	+0,0 %	+10,5%	+27,4 %	+8,2 %
<i>Sur neuf mois (août 2025 → avr. 2026 / août 2024 → avr. 2025)</i>							
Autorisations	-17,2 %	+7,9 %	-18,8 %	-15,7 %	+15,0%	+6,2 %	-4,6 %
Mises en chantier	+4,4 %	+11,2%	+3,1 %	+1,0 %	+16,5%	+25,0 %	+10,6%
<i>Sur un an (mai 2025 → avr. 2026 / mai 2024 → avr. 2025)</i>							
Autorisations	-15,5 %	+9,4 %	-15,6 %	-16,8 %	+8,8 %	+3,3 %	-4,1 %
Mises en chantier	+6,5 %	+12,8%	+1,5 %	+1,5 %	+12,7%	+12,8 %	+7,6 %

Source : FFB d'après CGDD/SDES, Sitadel3

³ Ce segment reste, pour l'heure, exprimé en date de prise en compte (DPC). Les données ressortent telles qu'enregistrées dans le système informatique, et non estimées à l'aide de modèles économétriques comme pour le logement.

⁴ En m² de surface de plancher en date de prise en compte (DPC), y compris construction sur existant, en France entière.

Graphique 13 – **Surfaces autorisées et surfaces commencées de bâtiments non résidentiels neufs** (en date de prise en compte)

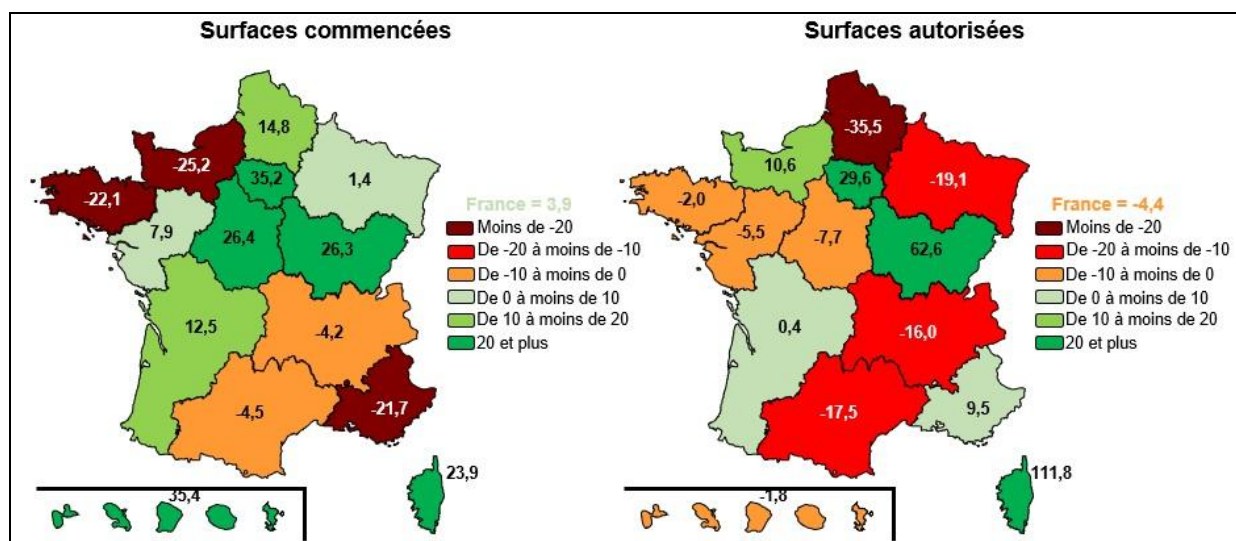


Source : CGDD/SDES, Sitadel3

Quant aux surfaces autorisées, elles abandonnent 4,4 % sur la même période. Comme attendu, les locaux administratifs s'effondrent de 18,8 %, en lien avec l'effet post municipales. Seuls les commerces s'affichent en progression (+15,4 %).

Entre les premiers quadrimestres 2025 et 2026, les surfaces commencées de bâtiments non résidentiels progressent dans deux-tiers des régions (cf. carte 3a). Toutefois, cette part tombe à moins de 50 % pour les surfaces autorisées (cf. carte 3b).

Cartes 3a et 3b – **Évolutions régionales (en %) des surfaces commencées et autorisées de bâtiments non résidentiels en glissement annuel sur quatre mois à fin avril 2026**



Source : CGDD/SDES, Sitadel3

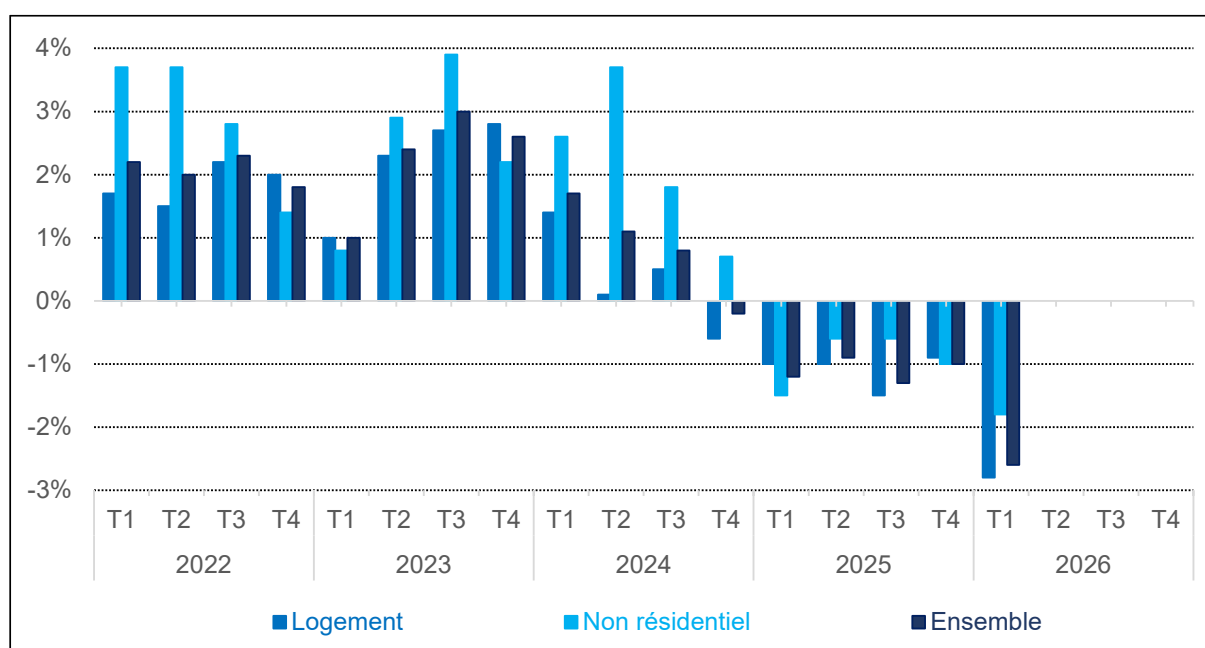
2.3 L'amélioration-entretien

Selon les résultats du premier trimestre 2026 de l'enquête commandée par la FFB au réseau des CERC, l'activité en amélioration-entretien recule de 2,6 % en volume par rapport au premier trimestre 2025 (cf. graphique 14). Il s'agit du sixième trimestre consécutif de baisse, qui s'avère d'ailleurs la plus forte.

Ce mouvement touche au premier chef le logement (-2,8 %), mais le non résidentiel suit (-1,8 %).

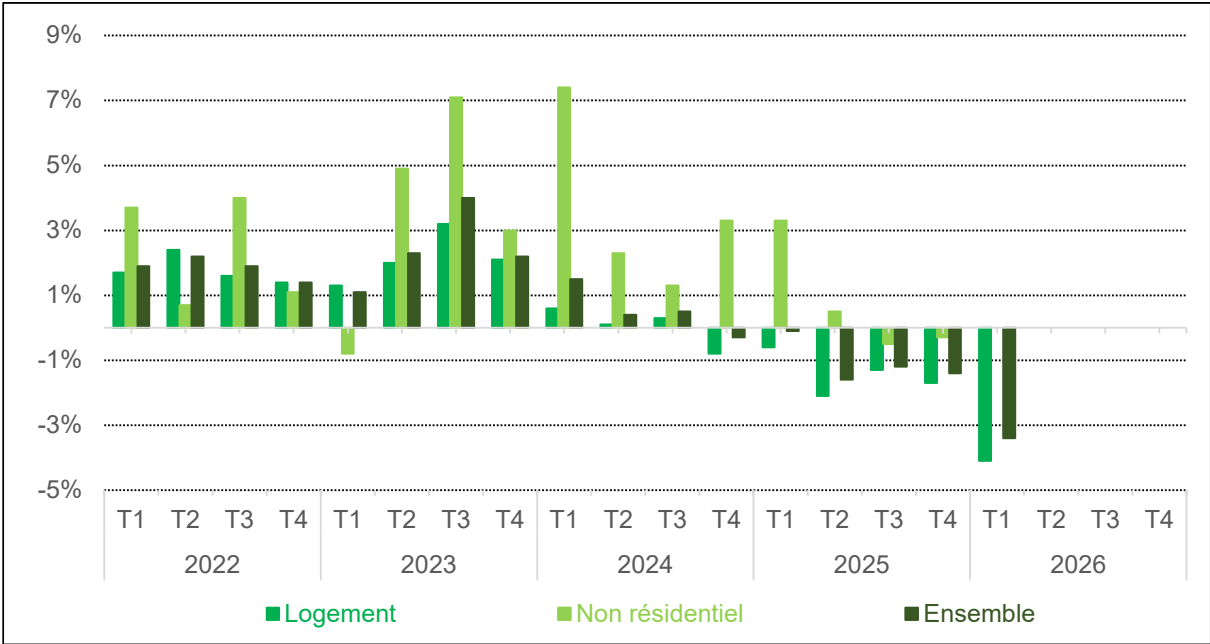
La baisse de la rénovation énergétique ressort encore plus marquée, à -3,4 % à prix constants entre les premiers trimestres 2025 et 2026 (cf. graphique 15), du fait du logement qui abandonne 4,1 %. Sans tenir compte de 2020, année de déclenchement de la crise sanitaire, il faut remonter au quatrième trimestre 2018 (-4,3 %) pour trouver trace d'un recul aussi fort. L'adoption avec retard de la loi de finances pour 2026 ne peut expliquer seule ce très mauvais score, car une configuration similaire un an auparavant n'avait conduit qu'à un repli de 0,6 %, avant -2,1 % au trimestre suivant. Quant au non résidentiel, il se stabilise toujours entre les premiers trimestres 2025 et 2026.

Graphique 14 – **Activité d'amélioration-entretien** (en volume, en glissement annuel sur un trimestre)



Source : FFB/Réseau des CERC

Graphique 15 – **Activité de rénovation énergétique** (en volume, en glissement annuel sur un trimestre)

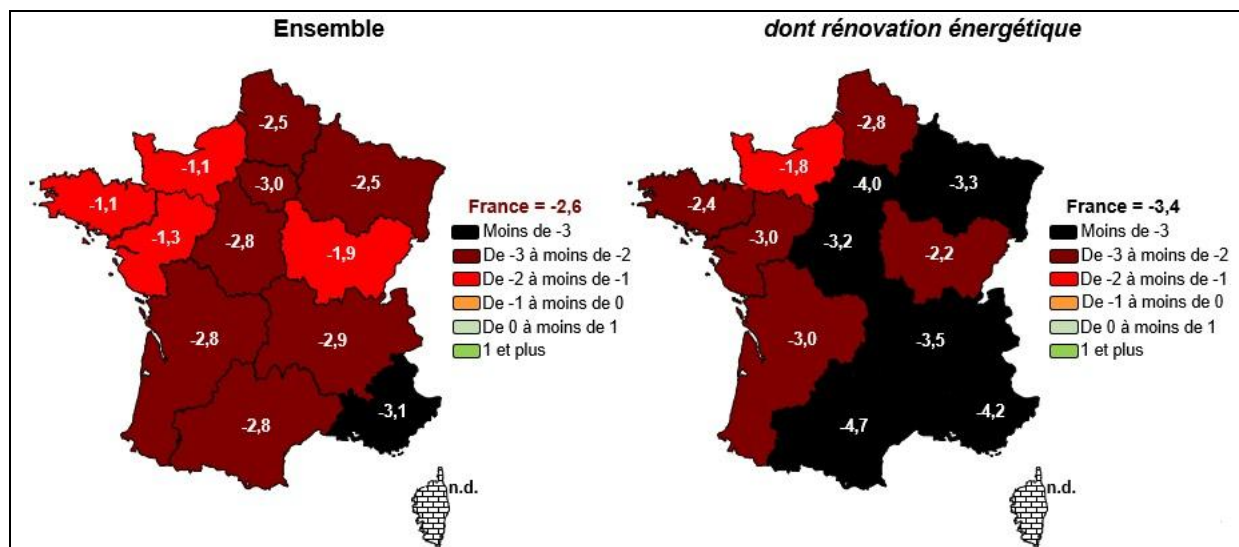


Source : FFB/Réseau des CERC

Les mauvais signaux envoyés à partir de 2024 sur les aides à la rénovation énergétique du logement et leur exceptionnelle instabilité semblent avoir dissuadé nombre de ménages de s’engager dans de tels travaux. Mais il faut aussi signaler l’érosion tendancielle des travaux non énergétiques, qui reste à expliquer alors que les transactions dans l’ancien s’affichent en clair redémarrage en 2025.

En glissement annuel sur le premier trimestre 2026, toutes les régions enregistrent une baisse de leur volume d’activité pour l’ensemble de l’amélioration-entretien comme pour la seule rénovation énergétique (cf. cartes 4a et 4b). Concernant cette dernière, la moitié Est ressort la plus touchée.

Cartes 4a et 4b – **Évolutions régionales (en % et en volume) de l'activité en amélioration-entretien en glissement annuel sur le premier trimestre 2026**



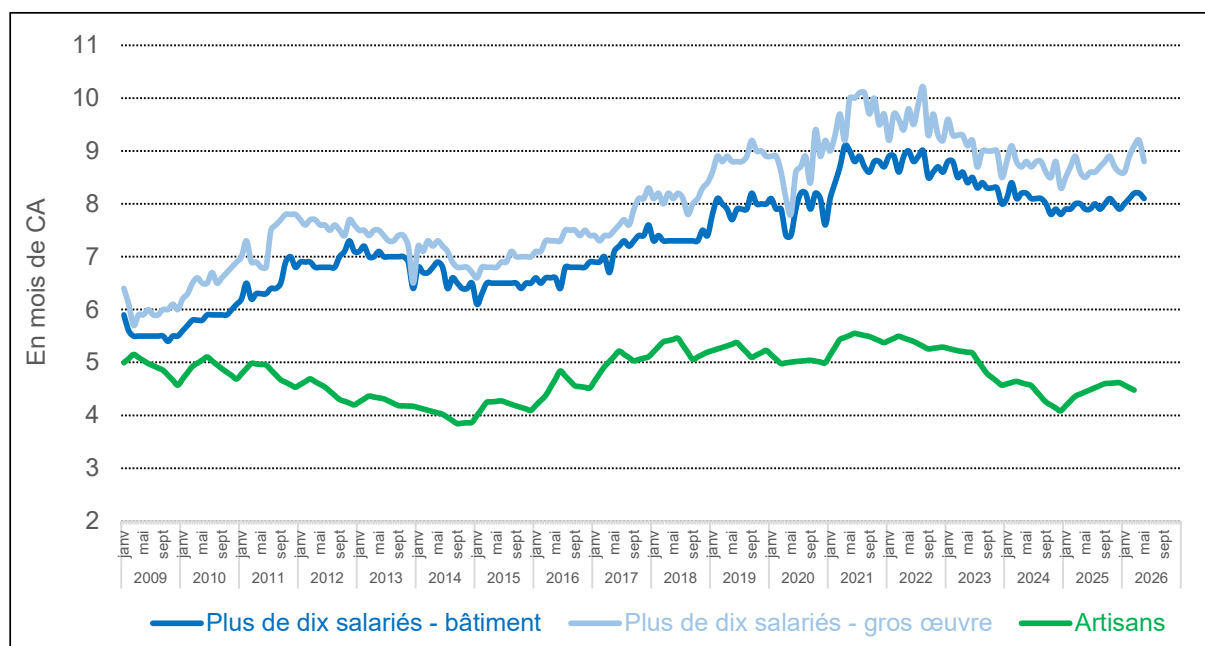
Source : FFB/Réseau des CERC

À l'horizon de l'été, les perspectives d'ensemble ressortent toujours mauvaises, avec -2,1 % attendu entre les deuxièmes trimestres 2025 et 2026. Si elles devaient se confirmer, il faudrait probablement abaisser à l'été notre prévision annuelle d'activité sur ce grand segment.

2.4 Le bâtiment

Les carnets de commandes des entreprises de plus de dix salariés affichent encore un bon niveau à 8,1 mois à fin mai 2026 (cf. graphique 16), soit 1,6 mois de plus que leur moyenne de long terme. Toutefois, depuis deux ans et demi, l'opinion des chefs d'entreprises à ce sujet se maintient nettement au-dessous de sa tendance longue. Sans doute le surplomb de l'emploi sur l'activité explique-t-il pour partie cela. Quant aux plans de charge des artisans, ils s'érodent à 4,5 mois à fin mars 2026, *versus* 4,6 mois à fin décembre 2025, soit 0,7 mois au-dessous de leur moyenne de longue période.

Graphique 16 – Niveau des carnets de commandes des entreprises de bâtiment



Source : Insee ; FFB

3. L'appareil de production

3.1 L'emploi

Selon la Dares et l'Insee, pour le treizième trimestre consécutif, l'effectif salarié dans le bâtiment se replie. De fait, il s'affiche à -0,5 % au premier trimestre 2026, avec une très légère accentuation de la baisse (-0,3 % au quatrième trimestre 2025).

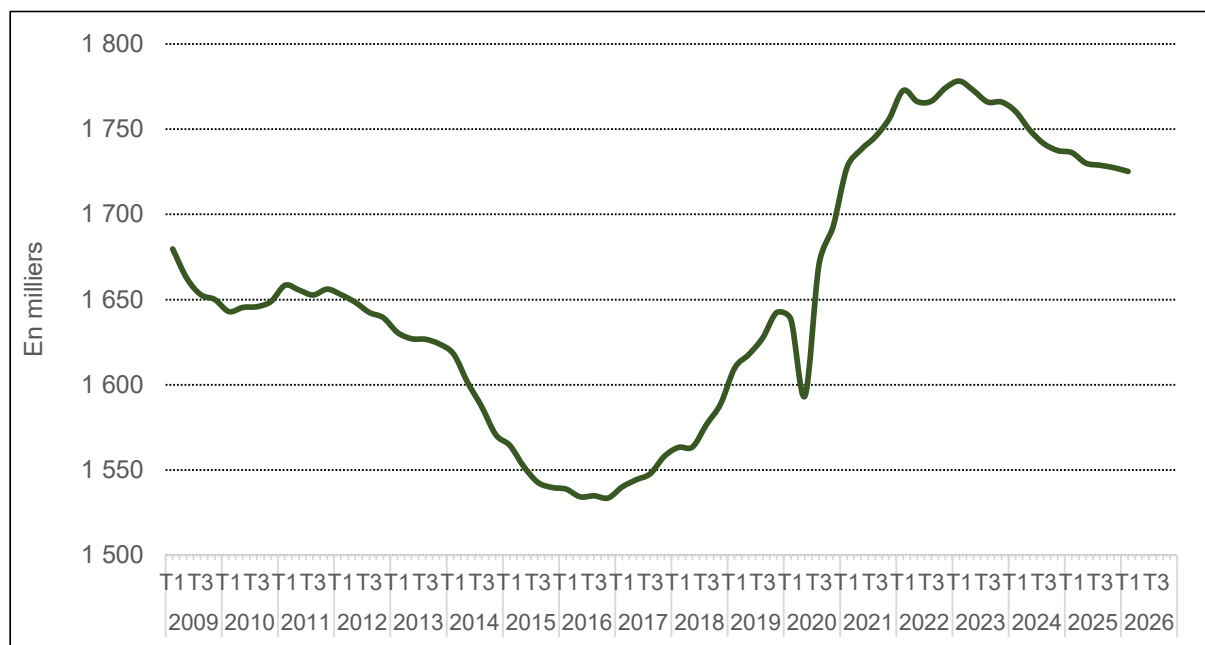
En glissement annuel sur un trimestre, la baisse s'établit à 1,3 % à fin mars 2026, quasiment au même rythme que sur deux, trois et quatre trimestres. En volume, 15 900 postes salariés ont disparu entre les premiers trimestres 2025 et 2026.

Le recul de l'intérim en équivalent-emplois à temps plein (ETP) accélère légèrement, à -5,5 % en glissement annuel sur le premier trimestre 2026, *versus* respectivement -4,3 %, -3,7 % et -4,0 % sur deux, trois et quatre trimestres. En niveau, la baisse s'élève à 5 200 postes ETP entre les premiers trimestres 2025 et 2026.

À rebours, sur la même période, l'emploi des non salariés se lit en hausse, qui s'accroît même à +2,5 %, correspondant à la création de 10 100 postes.

Mais au global, l'emploi dans le bâtiment se replie donc de 11 000 unités en glissement annuel sur le premier trimestre 2026. Depuis le premier trimestre 2023, la perte s'établit à 53 000 postes (cf. graphique 17).

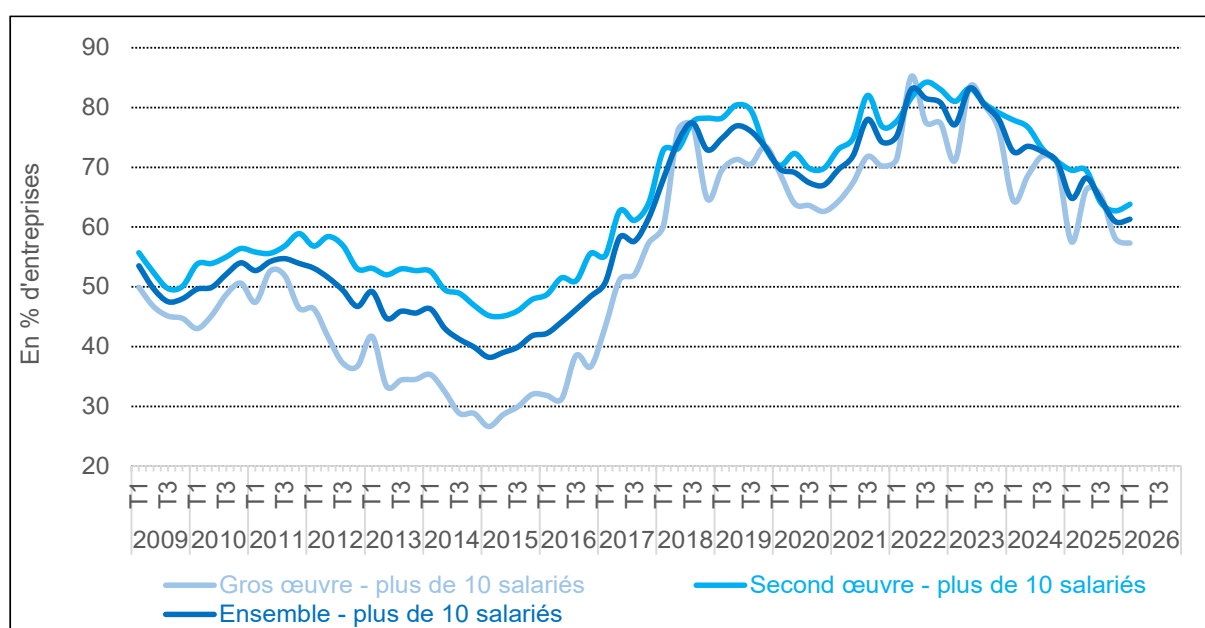
Graphique 17 – **Emploi total** (salariés y compris alternants, intérimaires en équivalent-emplois à temps plein et non salariés) **dans le bâtiment**



Source : calculs FFB d'après Ministère du travail/Dares et Insee

En conséquence, les difficultés de recrutement se détendent un peu entre les premiers trimestres 2025 et 2026, 61 % des chefs d'entreprise de plus de dix salariés déclarant en souffrir à fin avril contre 65 % un an auparavant (cf. graphique 18). Cette moindre tension s'explique uniquement par le second œuvre (-5,7 ppct-) alors que le gros œuvre reste quasi-stable (-0,2 ppct).

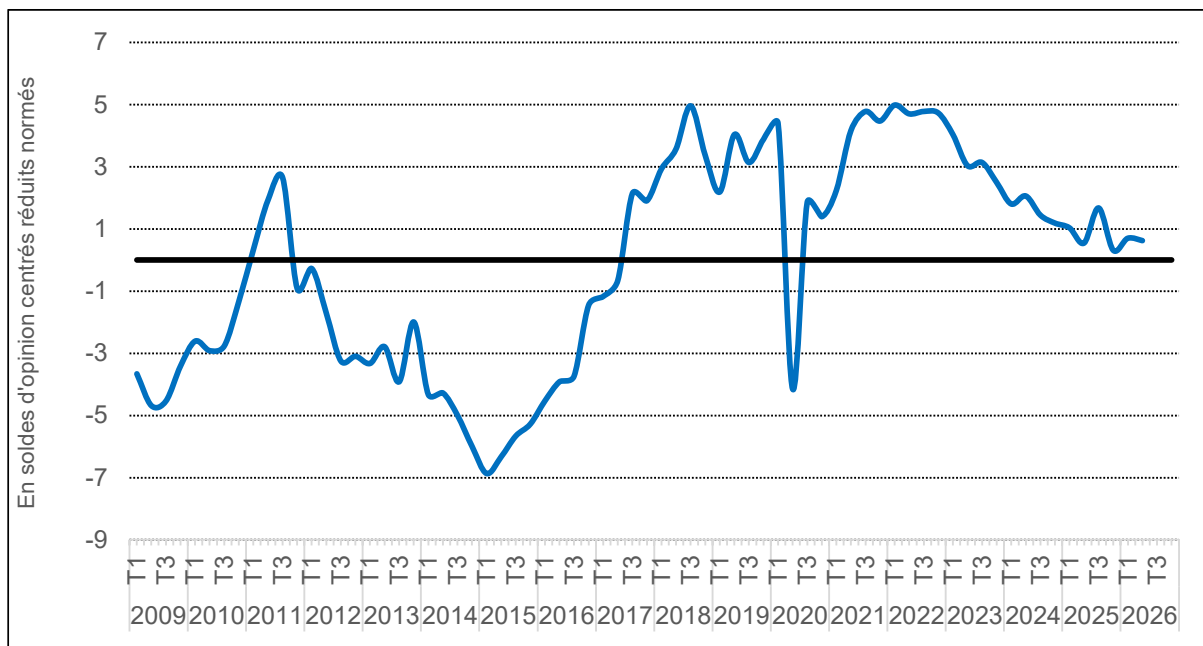
Graphique 18 – **Part des entreprises de plus de dix salariés éprouvant des difficultés de recrutement**



Source : Insee

À l'horizon de l'été, toujours selon les chefs des structures de plus de dix salariés, l'emploi salarié se stabiliserait (cf. graphique 19), à proximité de la moyenne de long terme. Attention toutefois, car les opinions à fin janvier pour le premier trimestre tablaient également sur une stabilité, alors qu'on a constaté une dégradation.

Graphique 19 – Opinions des chefs d'entreprise sur les perspectives d'emploi salarié dans le bâtiment



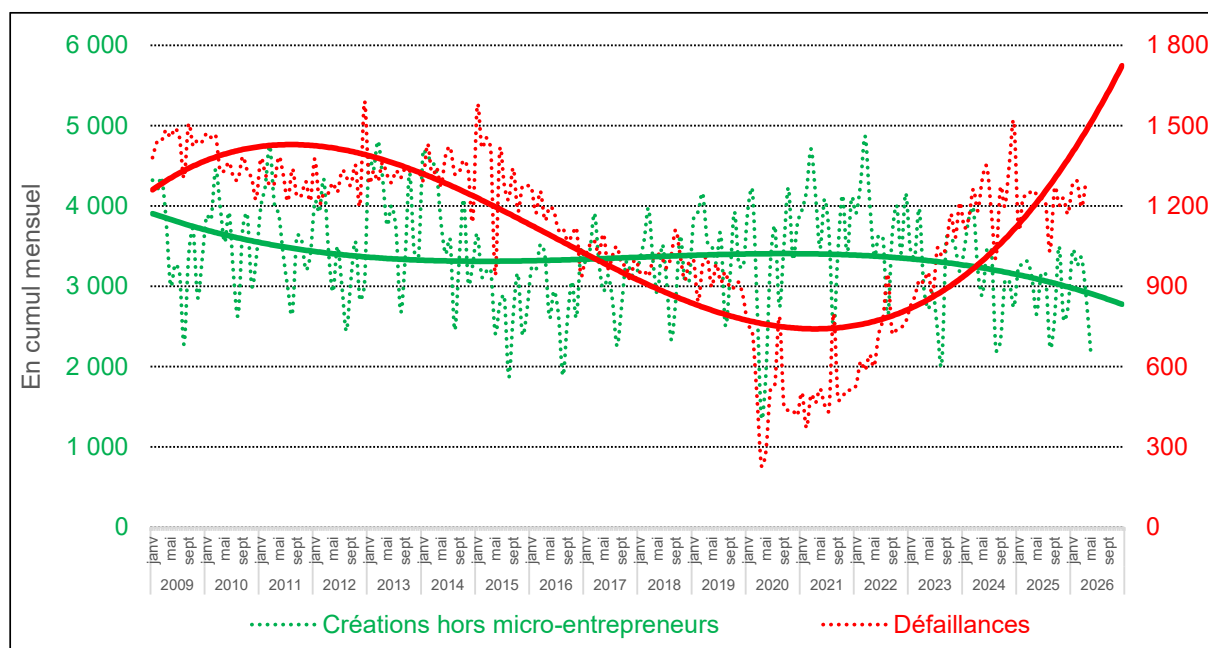
Source : calculs FFB d'après Insee

3.2 La démographie des entreprises

Selon l'Insee, en glissement annuel sur cinq mois à fin mai 2026, hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises dans la construction se replient de 2,9 % (cf. graphique 20), à contre-courant de l'ensemble de l'économie qui affiche une hausse de 4,1 %.

S'agissant des défaillances dans la construction, toujours selon l'Insee, après un repli de 3,1 % en 2025, elles se redressent de 4,6 % entre les premiers quadrimestres 2025 et 2026. En revanche, dans le seul bâtiment, selon Altares, en glissement annuel sur cinq mois à fin mai 2026, elles poursuivent leur repli, à -3,3 % précisément, grâce au gros œuvre où les défaillances chutent de 11,7 % alors qu'elles s'inscrivent encore en petite hausse de 2,0 % dans le second œuvre, du fait du génie climatique (+4,6 %), des métiers de l'aménagement et des finitions (+4,3 %), ainsi que de la menuiserie-serrurerie (+3,1 %).

Graphique 20 – Créations et défaillances d'entreprises dans la construction

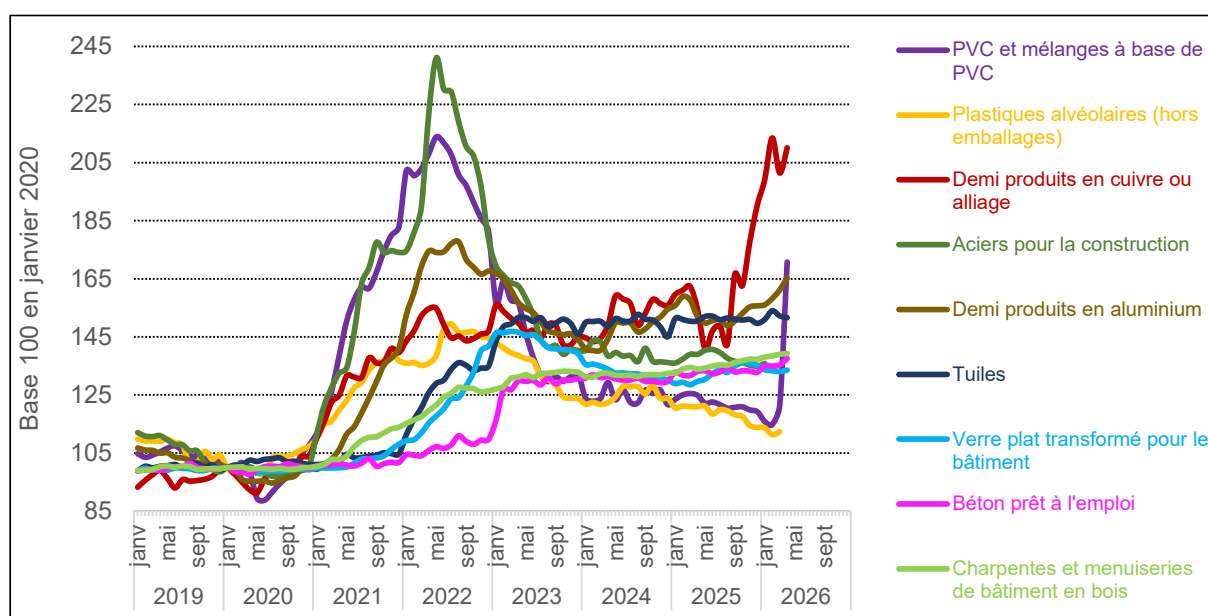


Source : Insee ; Banque de France

3.3 La situation financière des entreprises

Selon les données Insee à fin avril 2026, donc deux mois depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, les prix sortie d'usine du bitume et du PVC s'envolent respectivement de 54 % et de près de 50 % (cf. graphique 21). Les hausses s'avèrent encore contenues pour les demi-produits en aluminium, à +4,5 %, le béton prêt à l'emploi, à +2,0 %, etc. Mais elles se diffusent.

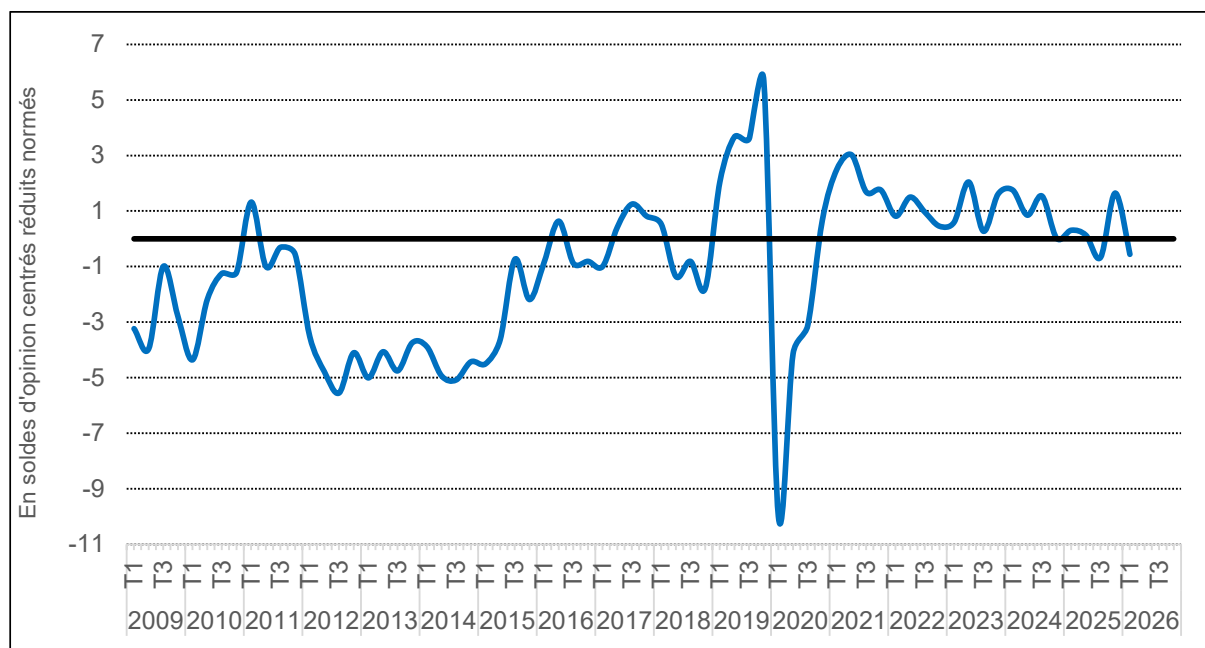
Graphique 21 – Indices de prix de production de quelques matériaux industriels



Source : calculs FFB d'après Insee

Les trésoreries des entreprises de plus de dix salariés s'en ressentent pour tomber en territoire légèrement négatif (cf. graphique 22). Le second œuvre ressort plus pénalisé que le gros œuvre, avec un solde d'opinion qui se réduit de 2,9 points entre fin janvier et fin avril, *versus* -1,2 pt.

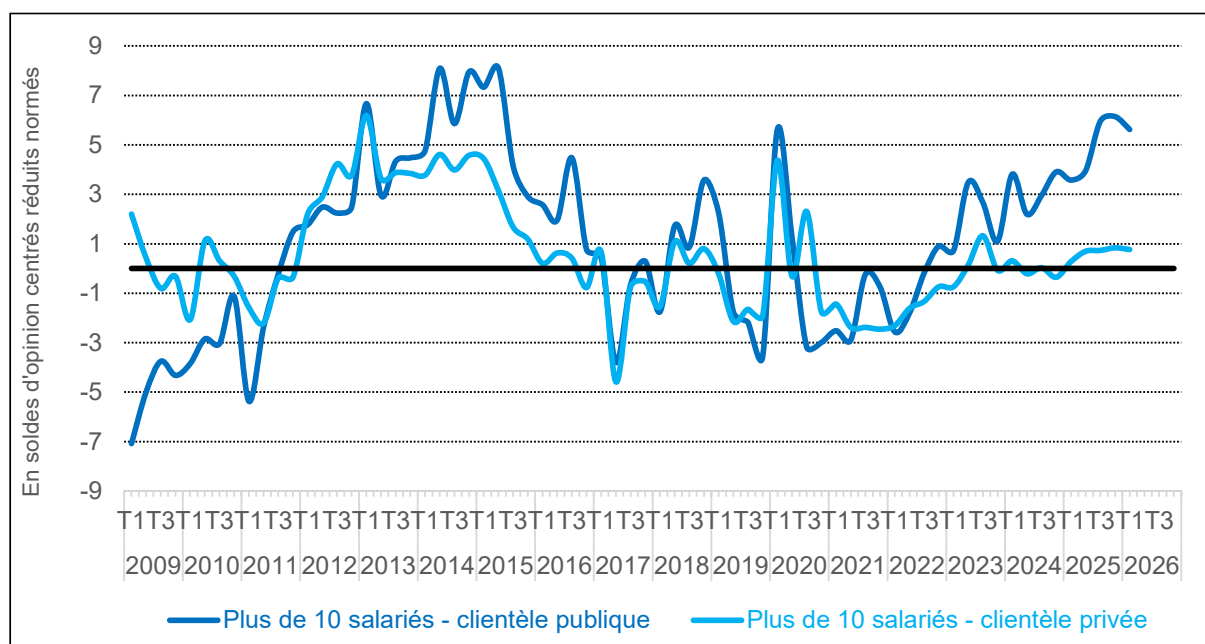
Graphique 22 – Opinions des chefs d'entreprise de plus de dix salariés sur la trésorerie dans le bâtiment



Source : calculs FFB d'après Insee

La situation en termes de délais de paiement des clients y contribue, singulièrement pour la clientèle publique. De fait, après trois trimestres consécutifs de hausse, les délais s'érodent très légèrement, de 0,5 point sur avril, ce qui les laisse à niveau élevé, soit 5,6 points au-dessus de la moyenne relevée depuis 1990 (cf. graphique 23). S'agissant de la clientèle privée, la situation ressort légèrement au-delà de sa moyenne de longue période.

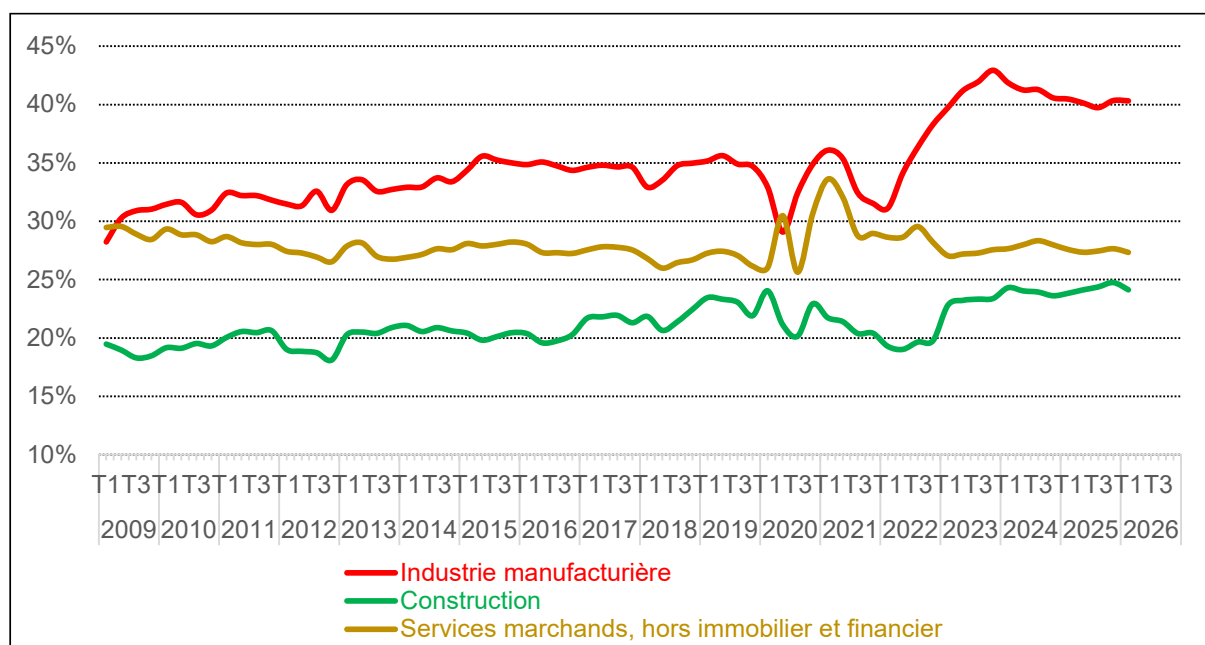
Graphique 23 – **Opinions des chefs d'entreprise de plus de dix salariés sur les délais de paiement des clients dans le bâtiment**



Source : calculs FFB d'après Insee

Par ailleurs, le taux de marge opérationnelle (corrigé de la rémunération du travail des chefs d'entreprise non salariés) dans la construction ploie de 0,6 point de pourcentage-ppct sur un trimestre pour s'afficher à 24,1 % (cf. graphique 24).

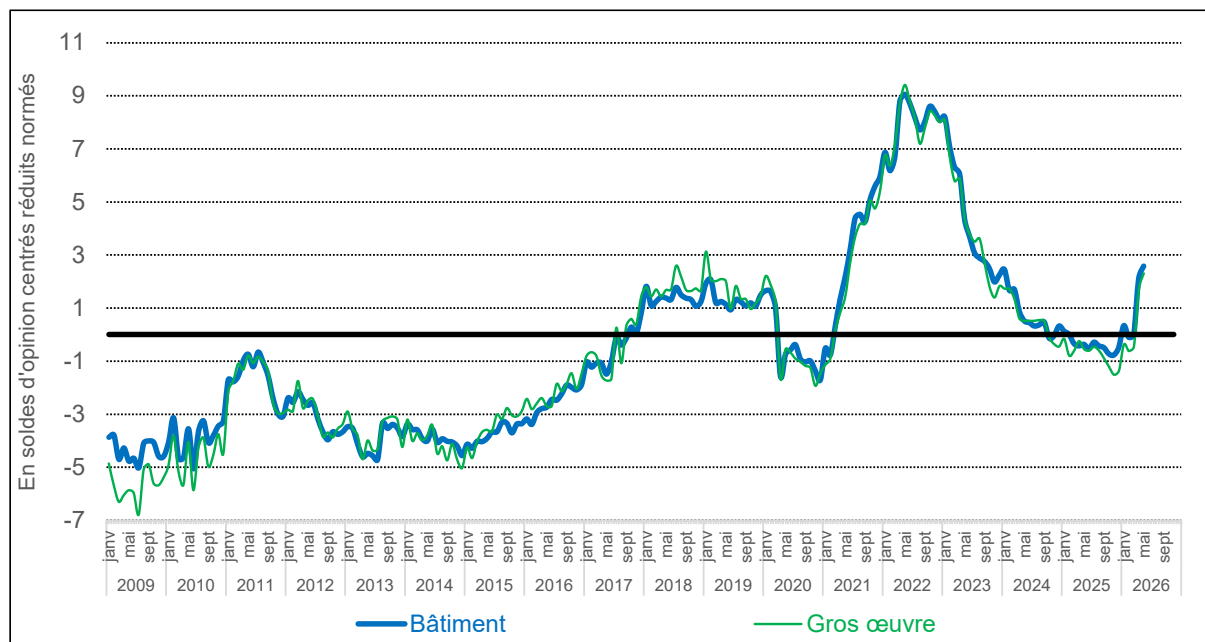
Graphique 24 – **Taux de marge opérationnelle (corrigé de la rémunération des chefs d'entreprise non salariés) dans la construction**



Source : calculs FFB d'après Insee

Enfin, à fin mai 2026, une nette majorité des entreprises de plus de dix salariés anticipe une hausse de leurs prix bâtiment dans les prochains mois (cf. graphique 25) pour faire face aux augmentations des prix des matériaux.

Graphique 25 – **Opinions des chefs d'entreprise de plus de dix salariés sur les perspectives de prix dans le bâtiment**



Source : calculs FFB d'après Insee